

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 21 OKTOBER 2008

Voormiddag

COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 21 OCTOBRE 2008

Matin

Le développement des questions et interpellations commence à 12.22 heures. La réunion est présidée par Mme Kattrin Jadin.

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 12.22 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Kattrin Jadin.

La **présidente**: En attendant l'arrivée de Mme Genot, nous passons à la question de Mme Burgeon.

01 Question de Mme Colette Burgeon au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'annonce par la Commission européenne d'un futur prix maximum de 11 centimes d'euros par sms international" (n° 7473)

01 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de door de Europese Commissie aangekondigde toekomstige maximumprijs van 11 eurocent voor een internationaal sms-bericht" (nr. 7473)

01.01 **Colette Burgeon** (PS): Madame la présidente, monsieur le ministre, la Commission européenne entend imposer dès le 1^{er} juillet 2009 une réduction annoncée de 60% du prix moyen des sms envoyés lors d'un séjour dans un autre pays membre de l'Union européenne, via un prix maximal de 0,11 euro hors TVA contre un prix moyen de 0,29 euro aujourd'hui dans l'Union.

Monsieur le ministre, si je me réjouis de voir le dynamisme de la Commission européenne pour imposer des prix plafonds et entrer de ce fait dans une logique du contrôle des prix, je regrette néanmoins que ces bonnes résolutions ne se retrouvent pas pour des biens de première nécessité ou, en matière de télécom, pour insérer l'accès au haut débit internet dans le service universel télécom.

Pour en revenir à l'annonce de la Commission, c'est évidemment une mesure positive pour les consommateurs, particulièrement en Belgique où la facturation de textos envoyés de l'étranger est anormalement élevée. Néanmoins, cette annonce me paraît également surprenante dans la mesure où le prix plafonné exigé par la Commission européenne rendra, dans certains cas, les sms envoyés de l'étranger moins cher que les sms nationaux. Car, à l'exception des nombreux packs ou abonnements spéciaux des opérateurs présents sur notre territoire, le prix pour un sms national varie en effet entre 0,12 et 0,15 euro.

Mes questions, monsieur le ministre, outre votre réaction face à cette décision européenne, se rapportent donc à cette situation hypothétique pour le moins étrange qui consisterait à payer moins cher un service international qu'un service national.

En résumé, quelle est votre réaction face à cette annonce et à la situation que je viens de vous énoncer?

Quelles mesures comptez-vous prendre afin d'accompagner cette décision européenne d'une décision portant sur les tarifs nationaux?

Enfin, comptez-vous plaider auprès de la Commission européenne afin que l'internet haut débit soit à l'avenir inclus dans le pack télécom?

01.02 Vincent Van Quickenborne, ministre: Madame la présidente, cette question porte sur une proposition de la Commission du 23 septembre 2008 relative au prix de roaming pour les sms internationaux, proposition que j'ai soutenue. Elle sera discutée par le parlement et le Conseil qui évalueront certainement le niveau de prix adéquat pour l'envoi et la réception de sms d'un État membre à l'autre.

Je suppose que le prix final qui sera établi tiendra compte de la rentabilité des investissements des opérateurs ainsi que de l'intérêt des consommateurs européens. Je suis donc favorable à l'imposition d'un prix maximum pour les sms internationaux. Ce marché particulier est non concurrentiel de par sa nature. Aucun utilisateur final ne choisira son abonnement sur la base des tarifs sms internationaux, car la plupart des clients - sauf exception - prêteront beaucoup plus attention aux prix plus fréquemment pratiqués, relatifs aux appels et sms nationaux.

Par ailleurs, il n'est pas impossible que ce prix final incite les opérateurs à revoir les prix qu'ils pratiquent à l'égard des consommateurs nationaux.

Le cadre réglementaire national des télécommunications privilégie en principe la réglementation des marchés de gros pour faire baisser les prix sur les marchés de détail. Donc, ni l'IBPT ni le ministre responsable ne sont compétents pour instituer dans le cadre européen un prix maximum pour les sms nationaux sauf si l'IBPT démontre que les prix appliqués sont excessifs pour le client.

Les prix que vous citez ne me semblent pas être ceux qui sont actuellement appliqués sur le marché, car il y a tellement de promotions en permanence que les utilisateurs pour lesquels les prix des sms nationaux sont importants payeront nettement moins que les 12 ou 15 cents que vous citez.

S'agissant du haut débit, je puis vous informer que son inclusion dans le service universel, comme il a été prévu dans l'accord gouvernemental, fera l'objet d'un débat dans les mois à venir, vu que la présidence française a inscrit cette question à l'agenda.

01.03 Colette Burgeon (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses. Pour le Parlement européen, vous avez parlé d'un certain temps de cheminement. Pouvez-vous nous dire plus ou moins quand nous pouvons espérer obtenir un accord et une décision fermes en ce domaine?

01.04 Vincent Van Quickenborne, ministre: L'ambition de la commissaire Reding, responsable de ce dossier, est que des décisions soient prises, par le Conseil et par le Parlement, avant les élections européennes. Elle est très ferme à ce sujet. Et vous avez raison d'insister. En outre, la Belgique a toujours apporté son soutien aux propositions de Mme Reding.

01.05 Colette Burgeon (PS): Monsieur le ministre, j'espère que les opérateurs feront de même quant aux appels nationaux. Je vous remercie.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

02 Question de Mme Zoé Genot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la liste des brevets logiciels délivrés en Belgique" (n° 7472)

02 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de lijst van in België verleende softwareoctrooien" (nr. 7472)

02.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Madame la présidente, monsieur le ministre, je suis contente d'avoir un ministre jeune et libéral pour traiter de ce dossier. On sait que vous vous intéressez aux nouvelles technologies. Or souvent vos prédécesseurs ont eu du mal à cerner les enjeux du brevetage.

Quel est l'enjeu en matière de brevetage des logiciels? On peut breveter tout et n'importe quoi. Par exemple, certaines firmes ont breveté l'achat en un click. Ainsi, toute autre entreprise voulant utiliser ce processus

peut être attaquée par l'entreprise qui l'a breveté. Il en est de même pour la petite barre de téléchargement qui permet de voir le volume téléchargé. Toute personne qui l'utilise peut être attaquée par la personne qui l'a breveté.

On se rend compte de l'existence d'une incertitude juridique et financière, particulièrement pour les petites entreprises. En effet, les entreprises plus importantes se rachètent les brevets, elles les marchandent, elles se les échangent. Bref, elles se débrouillent très bien! Il n'en va pas de même pour les petites – et donc celles qui nous intéressent principalement; celles qui sont en Belgique.

On a vu dans le début des années 2000, l'Office européen des brevets, sans aucun mandat politique, s'avancer dans cette voie. Par conséquent, le brevetage des logiciels est, dans les faits, apparu.

Le 24 septembre dernier, c'était la Journée mondiale contre les brevets logiciels. Monsieur le ministre, afin de connaître la situation exacte en Belgique, pouvez-vous me fournir la liste des brevets logiciels délivrés ou en attente de l'être?

02.02 Vincent Van Quickenborne, ministre: Madame la présidente, chère collègue, les brevets sont délivrés en Europe pour toute invention, dans tous les domaines technologiques, à condition qu'elle soit nouvelle, qu'elle implique une activité inventive et qu'elle soit susceptible d'applications industrielles.

Ce principe est posé à l'article 52 de la Convention sur le brevet européen et se trouve également à l'article 2 de la loi belge sur les brevets d'inventions.

Le droit européen des brevets place les programmes d'ordinateurs en tant que tels parmi les éléments non brevetables. L'article 52 §2 de la Convention sur le brevet européen prévoit en effet que les programmes d'ordinateurs ne sont pas considérés comme des inventions au sens de l'article 51. Toutefois, la Convention précise, en son article 52 §3, que le paragraphe 2 n'exclut la brevetabilité des éléments qu'il énumère que dans la mesure où la demande de brevet européen ou le brevet européen concernent un de ces éléments considérés en tant que tels.

Au niveau international, l'accord sur les aspects de droit de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (accord sur les ADPIC), négocié sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce, ne contient aucune exclusion de la brevetabilité visant les inventions mises en œuvre par ordinateur. La loi du 28 mars 1984 contient un régime identique à celui de la Convention sur le brevet européen dont son article 3 exclut de la brevetabilité les programmes d'ordinateurs en tant que tels.

Ceci ne signifie pas que les inventions mises en œuvre par ordinateur ne sont pas aptes à recevoir la protection par brevet. Ces inventions sont brevetables sous certaines conditions. La pratique de l'Office européen des brevets en matière de délivrance de brevets pour des inventions mises en œuvre par ordinateur s'inscrit dans le cadre de la jurisprudence que ses chambres de recours ont développée depuis de nombreuses années au sujet de l'invention brevetable.

Selon cette jurisprudence, une invention comportant des caractéristiques fonctionnelles mises en œuvre par un logiciel est brevetable si elle apporte une contribution technique inventive à l'état de la technique.

En d'autres termes, il est possible d'obtenir une protection par brevet dès lors que le programme d'ordinateur produit des effets techniques autrement que par le simple fonctionnement de ce programme ou résout un problème technique, quel que soit le champ d'application de cette invention.

Une invention portant sur un procédé technique dont la mise en œuvre requiert l'intervention d'un programme d'ordinateur est brevetable dès le moment où le logiciel apporte une contribution technique à l'invention et qu'il ne peut en être séparé en tant que tel.

J'ai demandé à mon administration de me fournir une liste des brevets et des demandes de brevets liés à des logiciels pour les années 2001 à 2007. L'Office de la propriété intellectuelle a dressé trois listes distinctes de brevets selon qu'ils sont délivrés en application de la procédure belge, de la procédure européenne avec désignation de la Belgique ou de la procédure internationale.

Les procédures, européenne et internationale, peuvent aboutir à la délivrance de brevets belges à la condition que leurs titulaires les valident en Belgique en acquittant les taxes de maintien prévues par la

réglementation belge. Ces listes sont transmises au secrétaire de la commission afin de vous être communiquées. Elles ont été établies par une recherche dans les bases de données en utilisant les classifications internationales de brevets. Les classes qui ont été retenues sont certaines sous-classes de la classe G-06 (calcul, comptage). L'identification de ces sous-classes est mentionnée dans la liste citée plus haut. Plus de 3.000 brevets et demandes de brevets ont été identifiés.

J'attire toutefois votre attention sur le fait que les éléments d'information qui peuvent être retirés de la consultation de ces listes sont à prendre avec certaines réserves, pour deux raisons essentiellement. D'une part, certaines demandes de brevet déposées au cours de ces dernières années n'ont pas encore fait l'objet d'une classification précise. D'autre part, la classe G-06 peut contenir des brevets et des demandes de brevets ne concernant pas les inventions mises en œuvre par ordinateur. En d'autres termes, le critère lié au choix de la classe G-06 est le plus fiable mais il pourrait se montrer trop général et n'est certainement pas exhaustif.

Pour obtenir un état des lieux précis des inventions liées aux logiciels et protégées en Belgique, il faudrait examiner chaque dossier un par un, analysant les revendications de chaque invention, et étendre la recherche à d'autres classes. Ce travail prendrait plusieurs semaines sinon plusieurs mois. Il ne peut être réalisé dans le cadre de la présente réponse.

En conclusion, je n'ai nullement l'intention de supprimer l'exclusion de la brevetabilité des programmes d'ordinateur ou l'élargissement des conditions de brevetabilité. Le droit d'auteur doit rester le droit intellectuel adéquat pour protéger le software.

02.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Je suis contente de prendre connaissance de la philosophie du ministre dans ce dossier mais, sur le terrain, il est très difficile de faire la part des choses entre ce qui implique des conséquences techniques et ce qui n'en implique pas. L'Office européen des brevets a malheureusement développé une jurisprudence de brevetabilité des logiciels sur lequel il a manifestement du mal à revenir. Nous examinerons la liste.

Pour que nous n'ayons pas des mois de recherche à accomplir, il serait intéressant d'établir de nouvelles catégories plus fines permettant d'identifier le type du brevet. Nous examinerons la liste que vous nous transmettez.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: De volgende vraag op de agenda is de vraag van de heer Logghe over de prijzen van mediamateriaal in België en in de ons omringende landen.

02.04 Hans Bonte (sp.a+VI.Pro): Mevrouw de voorzitter, ik wil een voorstel formuleren. Ik heb gepolst bij de collega's. Mijn galante collega's gaan ermee akkoord om eerst de vragen over Citibank aan bod te laten komen.

De **voorzitter**: Dat is geen probleem. Dan zullen wij eerst die vragen behandelen.

03 Samengevoegde vragen van de
- heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de stand van zaken in het Citibankdossier" (nr. 7823)
- de heer Hans Bonte aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de stand van zaken in het onderzoek naar Citibank" (nr. 7973)

03 Questions jointes de
- M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'état d'avancement du dossier de Citibank" (n° 7823)
- M. Hans Bonte au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'état d'avancement de l'enquête sur Citibank" (n° 7973)

03.01 Peter Logghe (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, de voorgeschiedenis en de zaken zoals zij in de afgelopen week aan het evolueren waren, kennen we ondertussen natuurlijk, dank zij de interventies van collega Bonte in de plenaire vergadering van vorige week.

Heel kort, Citibank stelde aan haar klanten een belegging voor die zij als risicoloos omschreef. Nadien, bij het lezen van de kleine lettertjes, bleek het te gaan om een kapitaalsgarantie door een Amerikaanse bank, Lehmann Brothers, die we ondertussen allemaal kennen en waarvan we weten wat ermee gebeurd is. De vragen rezen of de klanten niet misleid werden door de publiciteit van de bank en wat u, als minister, of de regering, daaraan konden doen.

Ondertussen zijn we een maand later. Graag zou ik de huidige stand van zaken willen kennen. Hoever staat het met het onderzoek? Ik lees in een aantal kranten dat er een onderzoek gevoerd wordt door de economische inspectie. Ik hoop dat het ondertussen al afgesloten is. Indien niet, dan verneem ik dat van u.

U hebt ook gesprekken gevoerd met Citibank in verband met de kapitaalsgarantie, zoals die werd gevraagd en gekregen door Fortis, Ethias en Swiss Life. Er zou nog geen garantie gegeven zijn.

Mijnheer de minister, daarom heb ik de volgende concrete vragen voor u.

Hoever staat het onderzoek?

Heeft de rechtbank zich al uitgesproken over het misleidend karakter van de publiciteit van Citibank? Zo ja, welke sancties kunnen dan worden opgelegd?

Welke maatregelen op korte termijn menen u en de regering te moeten nemen om dergelijke misleidende publiciteit in de toekomst te vermijden?

Komt hier niet onvermijdelijk de gebrekkige controle door allerlei controlerende organisaties te berde? Wordt het niet dringend tijd om die organisaties totaal onafhankelijk te maken?

03.02 Hans Bonte (sp.a+VI.Pro): Mevrouw de voorzitter, ik wil eerst de collega's bedanken voor het feit dat ik de gelegenheid krijg voor mijn beurt te spreken. Ik wil mij ook aansluiten bij de vragen die de collega gesteld heeft.

Er zijn een paar zaken, mijnheer de minister, die ik eraan wens toe te voegen. De vragen die al gesteld zijn en die ik ook had ingediend, zal ik niet herhalen.

Mijn eerste vraag betreft de precieze onderzoeksopdracht die u op 25 september hebt gegeven: aan wie, aan welke instantie? Ik herinner u eraan dat u de belofte gedaan hebt, in de plenaire discussie, mij daarover te informeren. Die informatie zal allicht nog onderweg zijn. In elk geval heb ik nog niets ontvangen. Ik ben echt wel benieuwd, omdat het belangrijk is in het licht van de vragen die onze collega gesteld heeft, met name het voorwerp van het onderzoek te kennen en te vernemen wie in staat is dat onderzoek op een goede manier uit te voeren.

Mijn tweede vraag is een vraag naar cijfers. Hoeveel klachten zijn er nu in behandeling bij de Economische Inspectie? Wat is de werkwijze ter zake? Tegen wanneer kunnen wij conclusies verwachten? Wanneer zullen de gedupeerden eventueel hun centen terugzien?

Ik wil toch even opmerken dat wanneer ik u vraag tegen wanneer wij die conclusies kunnen verwachten, ik u telkens wanneer u een uitspraak doet over Citibank hoor zeggen binnen twee of drie weken. Ik zou graag het tijdspectief kennen.

U spreekt in de media over 4.000 gedupeerden. Over welk beleggingsproduct hebben wij het dan? U weet dat Citibank heel wat producten van Lehman Brothers op de markt heeft gebracht. Het eigenaardige is dat Citibank ook nieuwe producten op de markt heeft gebracht, zelfs op het moment dat Lehman Brothers aangaf dat de bank zo goed als kapot was. Als u spreekt over 4.000 gedupeerden, waar komt dat cijfer vandaan en over welk beleggingsproduct gaat het dan precies?

Mijn derde en voorlaatste vraag is een vraag naar de samenhang tussen het onderzoek waarvoor u bevoegd bent via uw departement en het onderzoek waar minister Reynders naar verwees, dat door de CBFA zou worden uitgevoerd. Zijn er al conclusies of resultaten of aanduidingen die bevestigen wat u meent te zien?

Voor mijn vierde en laatste vraag wil ik nog eens terugkomen op de discussie die wij tijdens de plenaire vergadering hebben gehad. Mijnheer de minister, in juni is er een dagvaarding geweest, onder meer op

basis van het dossier van de Economische Inspectie. Het was helemaal nieuw voor mij toen ik u vorige week hoorde zeggen dat er een minnelijke schikking was getroffen.

Bij mijn weten moet die rechtzaak nog plaatsvinden en is er geen sprake van een minnelijke schikking in dat dossier. Het is een dossier dat vooral gaat over misbruiken die door uw inspectie zijn vastgesteld over de manier waarop consumentenkredieten aan de man, de vrouw, de jonge man en de zwarte vrouw worden gebracht.

Ik had graag geweten of er daar nu effectief een minnelijke schikking gebeurd is of niet.

03.03 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mevrouw de voorzitter, collega's, ik zal proberen om zo precies mogelijk te antwoorden op de precieze vragen. Concreet gaat het over het onderzoek dat loopt sinds 25 september en wat dat precies inhoudt.

De bevoegde instantie is de algemene directie Controle en Bemiddeling, de inspectiedienst, bij de FOD Economie. Deze dienst is bevoegd voor de toepassing van de wet op de handelspraktijken, artikel 94 en volgende betreffende misleidende reclame.

Het gaat over de verschillende beleggingsproducten die werden gewaarborgd door Lehman Brothers Holding, een Nederlandse vennootschap. Met andere woorden, ze zijn ingeschreven in Nederland. In België worden die producten onder andere door Citibank verdeeld. Ik zeg onder andere omdat ik ook gevraagd heb aan mijn inspectie om na te gaan welke andere organisaties en instellingen die producten hebben verdeeld.

Hetgeen wij doen is nagaan of, op het ogenblik dat het product wordt verkocht aan consumenten, de regels met betrekking tot reclame werden gerespecteerd. Wij nemen onze tijd daarvoor. Mijnheer Bonte, gisteren waren er reeds 112 klachten binnengekomen bij de inspectiedienst en elke dag komen er vele klachten bij. Ik heb ook gevraagd aan mijn inspectiedienst om aan de hand van verschillende verhoren, en niet op basis van één verhaal, het dossier te stofferen, zodanig dat wij sterk staan. Ik krijg ook iedere dag opmerkingen en ik krijg de indruk dat men wel degelijk niet voorzichtig genoeg is geweest bij de verkoop van die producten.

Het gaat over drie perioden. Er is de periode die zich situeert vanaf de verkoop tot en met einde 2007. Dat was een witte periode, waarin er nog geen knipperlichten waren. Er is de periode januari tot september. Dat was een grijze periode. Er waren toen reeds knipperlichten met betrekking tot de betaling en liquiditeitsproblemen. Dan was er, evident, de zwarte periode, vanaf het faillissement zelf van Lehman Brothers Holding in Nederland.

Met andere woorden, ik wil precies weten op welk moment welk product nog werd verkocht en wat de technieken zijn geweest die de banken of bankinstellingen hebben gebruikt.

Mijnheer Logghe, men spreekt over kleine lettertjes. Ik wil weten of men op het ogenblik van de verkoop van die producten de mensen daarop wel degelijk heeft gewezen. In de informatiefiche staat, bijvoorbeeld, uitdrukkelijk vermeld dat er bij faillissement sprake van kan zijn dat de kapitaalsgarantie niet wordt gegarandeerd. Hebben de mensen die informatiefiche op dat ogenblik gezien? Hebben ze die informatiefiche ondertekend? Is daarnaar verwezen in het gesprek?

Mijnheer Bonte, het is geen kwestie van maanden, maar van enkele weken om informatie in te winnen. Ik wil wel met een ijzersterk dossier voor de dag komen. Wij winnen nu informatie in en proberen zoveel mogelijk gedupeerden te horen over wat zij hebben meegemaakt.

Wat het onderzoek zelf betreft, is er vorige week inderdaad een verhoor geweest door mijn inspectiedienst, van de mensen van Citibank in Brussel en België, om na te gaan welke publiciteit men heeft gevoerd. U weet dat de publiciteit moet worden voorgelegd aan de CBFA vooraleer ze mag circuleren. Beantwoordt de gebruikte publiciteit aan hetgeen men individueel in bankkantoren heeft gebruikt? Hoe heeft men de mensen geïnformeerd? Welke brieven heeft men verstuurd? Er zijn indicaties dat zij niet volledig overeenstemmen en dat bepaalde kantoren eigenhandig brieven hebben opgesteld die niet lijken overeen te stemmen met wat er algemeen was afgesproken. Als dat eenmaal bekend is, zullen wij een beslissing nemen.

Wat zijn dan de opties die we kunnen nemen?

Er zijn twee opties. Er is een optie voor de toekomst. Daarbij kunnen wij eventueel via een vordering tot

staking voor de rechtbank van koophandel, beslissen om bij de vaststelling dat publiciteitscampagnes in dezelfde richting gaan – weliswaar voor andere producten, maar het gaat over de toekomst – maatregelen te nemen. Het moet dan ook worden gedefinieerd ten opzichte van welke producten dat het geval is.

Ten tweede, wat het verleden betreft, als wij mensen willen vergoed zien, kunnen wij dat met de huidige wetgeving alleen doen via burgerlijke partijstelling. Burgerlijke partijstelling kan pas op het ogenblik dat er een strafklacht is bij het parket en dat het parket de zaak aanhangig maakt voor de strafrechter. Met het oog daarop bereiden wij ons dossier op een uiterst diligente manier voor.

Het betreft dus alle producten die werden gegarandeerd door Lehman Brothers Holding. Wat de precieze bedragen betreft, zegt mijn inspectie dat vele klachten uiterst onvolledig zijn. Er wordt niet altijd vermeld over welk product of welk bedrag het gaat.

Dat proberen wij nu te definiëren aan de hand van de ondervragingen waarnaar ik verwezen heb.

Wat de CBFA betreft, weet ik dat de CBFA contact heeft gelegd is met Citibank. Ik wil u vragen om daarover minister Reynders te ondervragen. Ik ben niet verantwoordelijk voor de CBFA.

Wat de publiciteit betreft, heb ik vrijdag nog een onderhoud gehad met de bank- en verzekeringssector. Men heeft mij beloofd dat er opnieuw instructies zullen worden gegeven aan de verschillende leden van die organisaties met betrekking tot reclame teneinde correcte, eerlijke en transparante reclame te voeren. Onze wetgeving is goed. Wij hebben een strenge wetgeving betreffende misleidende reclame. Die wetgeving moet ook worden gerespecteerd, zeker in tijden waarin een financiële crisis voelbaar is bij de mensen.

Mijnheer Bonte, wat het dossier bij het parket te Brussel betreft, uit de geruchten die ik gehoord heb, blijkt dat er een dading getroffen zou zijn en dat het parket te Brussel daartoe overgegaan zou zijn. Om een exact antwoord daarop te krijgen, uiteraard met respect voor de confidentialiteit van de procedure die daar lopende is, raad ik u aan om daarover de minister van Justitie te ondervragen, aangezien dit niet tot mijn bevoegdheid behoort.

03.04 Peter Logghe (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Ik noteer – tenzij ik het verkeerd begrepen heb – dat uw dossier nog niet helemaal afgewerkt is. Het siert u dat u er een ijzersterk dossier wilt van maken, maar het zal toch ooit eens afgesloten moeten worden, en voor de benadeelden wel liefst zo vlug mogelijk.

Ik deel inderdaad uw overtuiging dat, hoe groot of hoe klein de letters ook zijn, dit niet onmiddellijk een rol speelt. Ik merk echter dat het er voor de benadeelde partijen niet al te goed uit ziet, als ik u bezig hoor. Ik vraag mij af of men niet als volgt zou kunnen redeneren. Als men in de periode waarin de knipperlichten al brandden die producten nog heeft verkocht, dan moet de verantwoordelijkheid van Citibank zelf toch kunnen worden aangetoond. Als men niet in die trant redeneert, dan zie ik inderdaad niet in op welke basis men Citibank verantwoordelijk zou kunnen stellen. Ik hoop voor de klanten dat het goed afloopt, maar ik vrees ervoor, zoals het er nu naar uit ziet. Ik zal het dossier verder opvolgen.

03.05 Hans Bonte (sp.a+VI.Pro): Mevrouw de voorzitter, ik wil tijdens mijn repliek op een paar zaken wijzen.

Mijnheer de minister, ik dank u eerst en vooral voor uw antwoorden. Ik wil beginnen met een van uw laatste bedenkingen.

Over uw bewering dat wij een goede wetgeving hebben, valt te discussiëren. In elk geval hebben wij zowel op Belgisch niveau alsook op Europees niveau een strikte regelgeving. Het gaat in dat verband om de MiFID-regels, die sinds 1 januari 2007 van toepassing zijn. Zij bepalen precies wat een bank kan doen. Voornoemde regels zijn er. Over de vraag of ze al dan niet goed zijn, kan worden gediscussieerd. Zij bestaan echter.

Het is overduidelijk dat wij wel een probleem van regelhandhaving hebben. Daarom zijn er al die klachten bij de Economische Inspectie. De vraag die in dat verband rijst is of een overheid of een sector voldoende gewapend is om de misbruiken en overtredingen op een efficiënte manier aan te pakken. Daarover heb ik mijn twijfels. De indicaties die ik, de economische inspectie en andere diensten hebben, geven immers aan dat wij een manifest probleem inzake ordehandhaving hebben.

Ten tweede, mijnheer de minister, u vergist zich, wanneer u zegt dat de CBFA de bevoegdheid heeft om voorafgaand publiciteit- en reclamecampagnes in te kijken. Het volstaat om het verslag van de hoorzitting in de Kamer met de heer Servais erop na te lezen. U zal daarin letterlijk lezen dat het tot zijn grote frustraties behoort dat hij zulks nu niet kan doen. De CBFA heeft dus niet de bevoegdheid en de opdracht om voorafgaand reclamecampagnes te bekijken.

Ten derde, wat de CBFA wel doet, is bij manier van spreken een visum plaatsen op de financiële en beleggingsproducten die aan het publiek worden aangeboden.

Daardoor begrijp ik absoluut uw indeling in periodes niet. U hebt het met name over een witte periode vóór eind 2007 en een grijze periode tot en met september 2008, terwijl Lehman Brothers op 6 juni 2008 via haar website en via communicatie zelf aangeeft dat zij fundamentele economische en financiële problemen heeft. Zij moet na een periode van koersdalingen over het hele voorjaar van 2008, die ook in onze media weerklank kreeg, op 6 juni 2008 nog eens toegeven dat zij 2,9 miljard dollar nodig heeft.

De reactie van de andere banken is dat het met Lehman Brothers heel slecht gaat en zij wel eens de volgende Amerikaanse bank zou kunnen zijn.

Waar zitten de knipperlichten dan? Moet de CBFA op dat moment geen knipperlichtsignaal geven? Heeft zij voornoemd signaal gegeven? Dat is uiteraard een vraag die in de lucht blijft hangen.

Een laatste punt dat ik wil aanhalen, hoewel ik nog heel veel zaken zou kunnen vertellen, is de vraag waar het genoemde aantal van 4.000 gedupeerden vandaan komt. Dat is een vraag die u niet hebt beantwoordt. U vertelt aan de media dat er ongeveer 4.000 gedupeerden zijn.

Ik weet niet vanwaar dat cijfer komt. Is dat een raming van de inspectiediensten of heeft de CBFA onderzocht hoeveel van dergelijke producten werden verkocht? In elk geval blijft het een vogel in de lucht.

Ik stel vast dat er een coördinatieprobleem is binnen de regering. U vraagt een parlements lid om twee andere regeringsleden te ondervragen over hetzelfde dossier. Dit is nogmaals een bewijs dat er weinig overleg wordt gepleegd.

Ik zal mijn vraag stellen en zal wellicht opnieuw te horen krijgen dat ik zeur en doorboom. De regering verplicht mij echter om vrijwel alle politieke partijen die erin vertegenwoordigd zijn te ondervragen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: Aan de orde is de vraag nr. 7589 van de heer Logghe.

03.06 Peter Logghe (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, met uw goedvinden zou ik de volgende vraag willen laten stellen door de heer De Potter. Hij heeft ons voorgelaten, nu zouden wij hem graag voorlaten, want hij heeft nog een afspraak.

04 Vraag van de heer Jenne De Potter aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de omzetting van de richtlijn 2006/46/EG aangaande de buitenbalansoperaties" (nr. 7656)

04 Question de M. Jenne De Potter au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la transposition de la directive 2006/46/CE en ce qui concerne les opérations hors bilan" (n° 7656)

04.01 Jenne De Potter (CD&V): Bedankt, collega's, de collegialiteit in deze commissie is werkelijk ontroerend.

Mijnheer de minister, de overname van ABN-AMRO door Fortis was in de Fortis-crisis een belangrijk item, ook naar aanleiding van de discussie of het wel of niet juist was dat Fortis bij de overname van ABN-AMRO een investeringsfonds van 18 miljard euro buiten de balans en het jaarverslag zou hebben gehouden.

Dergelijke buitenbalansoperaties zijn niet ongevaarlijk, daar beleggers op die manier een deel van de risico's niet kunnen inschatten. Uiteindelijk bleek er in dit concreet geval op dat punt niets aan de hand en is er wel degelijk gerapporteerd. Toch heeft de Europese Unie reeds in 2003 een actieplan aangenomen waarin

maatregelen worden aangekondigd tot modernisering van het vennootschapsrecht en tot verbetering van de corporate governance in de Europese Unie. Dat resulteerde in richtlijn 2006/46/EG, die onder andere de buitenbalansoperaties regelt.

Buiten de balans vallende regelingen kunnen voor een vennootschap risico's en voordelen meebrengen die van belang zijn voor de beoordeling van de financiële positie van de vennootschap of de groep. Dergelijke regelingen houden bijvoorbeeld verband met de oprichting of het gebruik van een of meer speciaal opgerichte entiteiten of offshore-activiteiten die bedoeld zijn om op economische, juridische, fiscale of boekhoudkundige doelstellingen in te spelen.

Concrete voorbeelden zijn: risico's en winstdelingregelingen, of verplichtingen die voortvloeien uit overeenkomsten als schuldfactoring, gecombineerde koop en terugkoop, take or pay-regelingen, operationele leasing, outsourcing, en dergelijke. Het is dan ook van het grootste belang dat beleggers concreet geïnformeerd worden over die operaties om de risico's en de financiële positie van de vennootschap correct te kunnen inschatten.

De richtlijn bepaalt overigens dat deze informatie moet worden opgenomen in de toelichting bij de jaarrekening. Die richtlijn moest omgezet zijn op uiterlijk 5 september 2008, maar dat is tot nu toe niet gebeurd.

Mijn vragen aan u, mijnheer de minister, zijn dan ook de volgende. Is de regeling inzake buitenbalansoperaties, zoals voorzien in de richtlijn, van toepassing op banken en financiële instellingen? Wat is de stand van zaken wat de omzetting van de richtlijn betreft? Waaraan is de eventuele vertraging te wijten? Tegen wanneer kunnen wij het wetsontwerp in de Kamer verwachten? Hebt u al zicht op de mogelijke krachtlijnen van het ontwerp?

04.02 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mevrouw de voorzitter, collega, vooreerst moet worden gezegd dat bij beursgenoteerde holdings International Finance Reporting Standards moeten worden toegepast bij de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening.

Wat de enkelvoudige of statutaire jaarrekening betreft, deze wordt opgesteld conform het Belgische boekhoudrecht. Daarbij moet worden opgemerkt dat in het Belgische boekhoudrecht al van oudsher in de toelichting bij de jaarrekening de niet in de balans opgenomen rechten en verplichtingen dienen te worden vermeld, conform artikel 91, XVII van het koninklijk besluit. België kent dus reeds lang deze traditie.

De omzetting van de richtlijn vergt een aanpassing van zowel het Wetboek van vennootschappen en het uitvoeringsbesluit bij dit Wetboek. De aanpassing van het Wetboek van vennootschappen behoort tot de bevoegdheid van collega Vandeuren en wordt door hem voorbereid.

Wat het uitvoeringsbesluit betreft, kan ik melden dat er volop wordt gewerkt aan een ontwerptekst. De vertraging is in belangrijke mate te wijten aan de hersamenstelling van de commissie voor de Boekhoudkundige Normen. Ingevolge de langdurige regeringsvorming van vorig jaar heeft het een tijd geduurd alvorens deze commissie opnieuw operationeel was. Momenteel is deze commissie operationeel onder een nieuwe voorzitter. Daardoor heeft de reeds gestarte studie vertraging opgelopen en zal ze binnenkort worden gefinaliseerd. De nieuwe bepalingen zullen evenwel vermoedelijk van toepassing zijn op de boekjaren die starten vanaf 1 september 2008. Op die manier zal worden tegemoetgekomen aan wat Europa vraagt.

Artikel 40 van de richtlijn betreffende de geconsolideerde jaarrekeningen van banken en andere financiële instellingen bepaalt dat artikel 43, lid 1 van de vierde richtlijn ook van toepassing is voor de kredietinstellingen. Bijgevolg zal de wijziging inzake regeling buiten balans ook van toepassing zijn op de genoemde instellingen.

04.03 **Jenne De Potter** (CD&V): Ik dank de minister voor zijn antwoord. Mijn vraag was natuurlijk ingegeven door het feit dat wij met een crisis kampen waarbij soms een aantal problemen naar boven komt in verband met de boekhouding. Ik begrijp nu dat er in België geen enkel probleem was met de buitenbalansoperaties. Blijkbaar was in Nederland daarover wel discussie.

Ik begrijp dat de hersamenstelling van de commissie voor de Boekhoudkundige Normen enige tijd in beslag heeft genomen. Ik kan alleen maar hopen dat wij binnenkort, liefst zo snel mogelijk, een omzetting van die

richtlijn zien. Ik weet dat minister Vandeuren daar volop mee bezig is. Dat is de reden waarom ik deze vraag over het tweede luik van de omzetting aan u wou stellen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

05 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de prijzen van mediamateriaal in België en omliggende landen" (nr. 7589)

05 Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les prix des supports multimédia en Belgique et dans les pays voisins" (n° 7589)

05.01 Peter Logghe (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, uit allerlei verhalen die ons ter ore komen blijkt telkens weer dat de prijzen van mediamateriaal tussen de buurlanden enorm blijven verschillen. Er is het verhaal van de Belgische consument die in Nederland bijvoorbeeld een honderdtal lege cd's en dvd's kocht voor 23,95 euro. In België ging op dat moment in een grootwarenhuis een promotie door waarbij dezelfde hoeveelheid 105 euro kostte. Dat was dan nog een promotie. Toen deze Belgische consument in Nederland wou bestellen werd hem door de Nederlandse firma bericht: "Helaas mogen wij wegens wettelijke bepalingen geen cd en dvd media meer versturen naar eindgebruikers in België". Naar het schijnt zou hetzelfde verhaal zich voordoen voor Luxemburg.

Ik heb een aantal concrete vragen. Hebt u een reactie op hetgeen zich voordoet? Zijn dit en analoge verhalen niet compleet in tegenspraak met het vrij verkeer van goederen en diensten dat ons toch was beloofd? Hoe komt het dat de prijzen voor dezelfde waren in bijvoorbeeld Nederland zoveel lager zijn? Ik hoop dit van u te vernemen maar volgens bepaalde berichten zou dit iets te maken hebben met auteursrechten. Ik kan het mij niet indenken maar ik wil het u toch even vragen. Mijnheer de minister, welke maatregelen denkt u te nemen om dergelijke toch vrij kafaiaanse toestanden in de toekomst op te lossen?

05.02 Minister Vincent Van Quickenborne: Mijnheer Logghe, sinds de vrijmaking van de prijzen in 1993 en na het openstellen van de Europese eenheidsmarkt blijven nog enkel de sectoren waar de concurrentie niet optimaal kan spelen onderworpen aan de prijscontrole, onder meer de sectoren van waterdistributie, teledistributie, afvalverwerking en sectoren met een uitgesproken sociale dimensie alsook de sectoren van de geneesmiddelen voor menselijk gebruik, de implantaten en de rusthuizen. De tarieven toegepast door bedrijven voor cd's en dvd's zijn niet onderworpen aan de prijscontrole en zijn derhalve volledig vrij.

Het vrij verkeer van goederen is een van de basiswetten van de interne markt op grond van het EG-verdrag, artikelen 28 tot 30. Onder de jurisprudentie van het Hof van Justitie is het de lidstaten verboden de in- of uitvoer naar en uit andere lidstaten te beperken, tenzij om objectieve redenen van algemeen belang. Ik denk hierbij aan volksgezondheid, veiligheid en dergelijke meer. De beperkingen moeten dan ook in verhouding staan tot de doelstellingen. Uit de regels van het EG-verdrag en de jurisprudentie van het Hof volgt dat legaal in andere lidstaten geproduceerde en/of in de handel gebrachte goederen in alle andere lidstaten legaal in de handel mogen worden gebracht tenzij zulks niet is toegestaan om objectieve en evenredige redenen van algemeen belang.

Als nationale voorschriften het vrij verkeer van goederen in de Europese Unie belemmeren wordt bedrijven het recht ontnomen hun producten te verkopen, neemt de concurrentie op de nationale markten af en hebben de consumenten minder keuzemogelijkheden en dreigen ze dus meer te moeten betalen.

Op lege cd's en dvd's wordt zowel in Nederland als in België een auteursrechtelijke vergoeding geheven. Dit is een vergoeding ter compensatie van de reproductie voor eigen gebruik, zoals voorzien in artikel 55 van de auteurswet. Bij ons wordt dat geïnd door de beheersvennootschap Ovibel. De tarieven zijn vastgelegd in het KB van 1996.

Voor lege cd's en dvd's is de vergoeding in Nederland en België de volgende. Ik geef u straks een kopie van het antwoord zodat u het kunt nalezen. Voor een audio-cd is het 0,23 euro per uur. In Nederland is het 0,42 euro per uur. Voor een data-cd is het 0,12 euro per eenheid en in Nederland 0,14 euro. Voor een dvd is het in België 0,59 euro en in Nederland 0,60 euro. Voor een dvd+rw is het 0,59 euro in België en 0,40 euro in Nederland.

In het door u gegeven voorbeeld van een pakket van 100 cd's verkocht in Nederland aan 23,95 euro komt de eenheidsprijs voor een cd dus neer op 0,23 euro. Zoals hiervoor gesteld is de vergoeding voor een

privékopie in Nederland voor een audio-cd 0,42 euro en 0,14 euro voor een cd-rw data. De kans is dus groot dat in het door u gegeven voorbeeld de auteursrechtelijke vergoeding voor een privékopie noch in België noch in Nederland werd betaald.

Hetzelfde geldt voor een pakket van lege dvd's. In het door u gegeven voorbeeld zou de stukprijs per dvd 0,23 euro zijn. Het bedrag van de vergoeding voor een privékopie ligt in Nederland echter tussen 0,40 euro en 0,60 euro, afhankelijk van het type dvd.

De naleving van de betaling van de auteursrechtelijke vergoeding voor een privékopie wordt, zoals gezegd, in België gecontroleerd door Ovibel. Het zou daarom nuttig en wenselijk zijn dat u de naam, als u die mag geven, van de betrokken Nederlandse firma wilt doorgeven aan Ovibel om een contact tussen de Belgische controle-instanties en de Nederlandse collega's te kunnen opzetten.

Het probleem doet zich echter vaak voor bij buitenlandse webshops, die de Belgische wetgeving betreffende auteursrechten niet respecteren. Volgens artikel 3 van het koninklijk besluit uit 1996 is de vergoeding voor privékopie verschuldigd vanaf het ogenblik van het in omloop brengen van de cd's en dvd's op de Belgische markt.

Artikel 55 van de auteurswet bepaalt dat de vergoeding moet gestort worden door de fabrikanten, de invoerders en de intracommunautaire aankopers van apparaten gebruikt voor privéreproductie. Wanneer een buitenlandse webshop dus lege cd's en dvd's verkoopt die bestemd zijn voor de privéreproductie bij eindverbruikers in België, wordt hij beschouwd als invoerder of intracommunautair aankoper. Het bedrijf moet dus deze verkoop aangeven bij Ovibel en de vergoeding voor privékopie betalen, of zou die moeten betalen.

In dit kader heeft Ovibel recent een vordering tot staking op basis van een inbreuk op artikel 55 van de wet van 1994 ingediend tegen bepaalde buitenlandse webshops. Misschien is er daarom enige reactie in Nederland. Met deze vordering tot staking streeft Ovibel ernaar om bij de verdeling van cd's en dvd's op de Belgische markt de wet betreffende het toezicht te laten naleven.

De verkoop van cd's en dvd's door Nederlandse vennootschappen aan eindgebruikers op de Belgische markt is dus geenszins verboden, zolang de vergoeding voor privékopie wordt betaald.

Tot slot kan ik u melden dat met artikel 11 van het KB van 1996 een adviescommissie werd opgericht met de vertegenwoordigers van rechthebbenden en debiteurs. Deze commissie brengt advies uit inzake de te hanteren tarieven voor de vergoeding van privékopie. De commissie is al drie keer samengekomen ten einde de tarieven te evalueren en ons toe te laten in het najaar in de commissie een debat te hebben over de auteursrechten.

Tot daar een volledig antwoord op uw vraag.

05.03 Peter Logghe (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, een heel korte repliek want het antwoord van de minister was inderdaad zeer volledig. Het plaatst het verhaal toch in het groter wettelijk kader.

Ik zit toch wat in tweestrijd of ik inderdaad de klant en de naam van de firma in kwestie kan blootgeven. Ik zal in elk geval eens polsen hoe dat zit, om dat toch wat verder te kunnen uitspitten.

Ik neem er nota van dat tegen bepaalde Nederlandse webshops een vordering tot staking is ingesteld. Ik kijk met u uit naar de discussie over auteursrechten op het einde van dit jaar.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de verhoging van de tarieven van Mastercard" (nr. 7676)

06 Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'augmentation des tarifs de Mastercard" (n° 7676)

06.01 Peter Logghe (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, er bestaat een tendens in Europa om alles wat met communicatie te maken heeft, goedkoop te maken. Er bestaat ook een sterke

tendens om elektronisch bankieren te promoten, wat kostenbesparend is voor de banken. Dat is zeker in deze barre tijden toch mooi meegenomen voor de banken, denk ik. Juist nu kondigt Mastercard aan dat het zijn tarieven voor handelaars zal verhogen en nog geen klein beetje; in bepaalde gevallen zou men de prijzen verdubbelen of verviervoudigen. FEDIS, de overkoepelende federatie van de distributiesector, en Unizo hebben verbaasd en verontwaardigd gereageerd.

Mijnheer de minister, hebt u kennis van deze vrij drastische verhoging bij Mastercard, in elk geval voor de handelaars?

Hebt u kennis van de reden voor deze prijsverhoging?

Volgens Unizo zouden de nieuwe tarieven in strijd zijn met de Europese regelgeving. Weet u waarop die bewering is gebaseerd? Klopt die bewering?

Is er overleg geweest met de sector? Zijn er resultaten te melden?

In hoeverre heeft Mastercard een monopolie op het elektronisch betaalverkeer in ons land, mijnheer de minister? Is het mogelijk dat juist die monopolievorming de oorzaak is van de tariefverhoging?

06.02 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mevrouw de voorzitter, collega, ik kan u bevestigen dat ik inderdaad op de hoogte ben van de berichten waarnaar u verwijst. Het is ook belangrijk om erop te wijzen dat de prijsverhoging niet alleen geldt voor ons land, maar voor een hele reeks Europese landen. Mijn beleidscel heeft hierover contact gehad met de verschillende betrokken sectoren, in samenspraak met de Algemene Directie Mededinging.

De Algemene Directie Mededinging bespreekt het probleem ook met de Europese Commissie omdat het blijkbaar de hele Europese Unie aangaat.

U kunt er in elk geval op rekenen dat dit onderwerp is meegenomen in een vooralsnog informeel lopend onderzoek van de Algemene Directie Mededinging met betrekking tot monopolievorming. Dat onderzoek zal onder meer uitwijzen hoe het staat met de monopolievorming in deze sector en het eventuele verband met de tariefverhoging.

Uw punt is dus terecht. Het is een Europees probleem. We proberen er ook in België iets aan te doen. Ik hoop binnenkort met resultaten op dat vlak naar buiten te komen. Het is een relevante vraag. Op het ogenblik dat wij voor elektronisch betaalverkeer kiezen, is het ook een relevant probleem. De strijd tegen monopolievorming die wij in andere sectoren voeren, zullen we dus eventueel ook in deze sector aangaan.

06.03 **Peter Logghe** (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, ik heb daaraan niets toe te voegen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

07 **Vraag van de heer Roel Deseyn aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het invoeren van een verplichting tot vermelden van producentenprijzen op consumptiegoederen" (nr. 7716)**

07 **Question de M. Roel Deseyn au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'instauration de l'obligation d'indiquer les prix à la production sur les biens de consommation" (n° 7716)**

07.01 **Roel Deseyn** (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, zoals vele vragen en discussies kan deze vraag ook opgehangen worden aan het actueel klimaat inzake koopkracht en de financiële crisis. Ze is op de eerste plaats ingegeven door de vraag naar meer transparantie en meer voorlichting voor de consument vanuit de duurzaamheidsgedachte, zeker als het gaat over niet algemene consumptiegoederen maar specifiek de voedingsmiddelen, wat toch in de basisaankoop van een modaal huishouden vervat zit.

Het is belangrijk om de consument aan te geven hoe de prijzen zijn samengesteld. Het gaat niet om een of andere dirigistische staatsinterventie hoe prijzen moeten worden samengesteld, maar voor bepaalde voedingsproducten als verse groenten of fruit zou het niet onlogisch zijn er wat meer voorlichting over te geven. Dat zou ook betekenen dat er een zeker zicht is op de distributie en de transportketen die deze producten moeten afleggen. De consument kan dan ook zijn gedrag, al dan niet in de richting van

duurzaamheid, bijsturen.

Dit idee komt niet zomaar uit de lucht vallen. In Italië en Frankrijk is er een politieke discussie daarover bezig. Men kwam tot het voorstel en de verplichting om producentenprijzen te vermelden op de verpakking van de producten in winkel of warenhuis. Men zou dan bijvoorbeeld zien dat producenten van de lokale markt maar een derde of een vierde krijgen van de eindprijs in de distributie. Een sprekend voorbeeld als melk wordt hier geproduceerd voor ongeveer 27 cent en verkocht voor anderhalve euro. Zo kan de consument daar inzicht in krijgen en de evolutie van de prijzen zien.

In het kader van duurzaamheid en bewust consumeren zou deze transparantie wel aan de orde zijn, zonder dat dit de marktwerking moet verstoren of zonder dat daaraan een prijzenpolitiek, maximumprijzen, maximumdrempels of maximumverhoudingsratio's worden gekoppeld. Daarover gaat het niet in de eerste plaats, wel over dat de mensen kunnen zien wat hun ecologische voetafdruk is. Misschien komt er een zeker respect voor lokale en seizoensgebonden producten.

Volgt u wat er in Italië en Frankrijk daaromtrent gebeurt? Een en ander kadert best in een Europese aanpak. Ziet u daar meteen heil in? Zal de regering zich actief engageren in de Europese dialoog daarover? Kunt u misschien uw visie en argumentatie daarover communiceren? Zou u eventueel zelf actief stappen zetten om op termijn tot dergelijk systeem voor bepaalde producten te komen, in het kader van meer consumentenbewustzijn?

Voorziet u, in uw hoedanigheid van minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen, in andere maatregelen in deze richting? Op welke termijn ziet u dit alles?

07.02 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mevrouw de voorzitter, collega, ik heb kennis genomen van het Italiaans initiatief. De discussie die in Frankrijk wordt gevoerd, was mijn specialisten ook bekend, maar ik ben toch een andere mening toegedaan.

Ik meen dat de verantwoordelijkheid om te waken over een correcte prijsvorming van de consumptiegoederen, in de eerste plaats bij de overheid ligt. Dat is niet de verantwoordelijkheid van de consument. De consument moet vandaag immers al heel wat informatie verwerken bij de te koop aanbidding van producten, onder meer op het vlak van de prijzen. U weet dat wij in ons land de verplichting hebben om de totaalprijs van een product op de verpakking en desgevallend de prijs per meeteenheid te vermelden. Daarnaast moeten de gegevens over de samenstellende delen van die prijs worden vermeld. Dat maakt dat de verplichtingen voor de kleinhandel alleen maar zwaarder en onoverzichtelijker worden zonder dat deze elementen van aard zijn om de keuze van de consument te vergroten.

Een maatregel waarbij we producentenprijzen zouden moeten vermeld zien op producten valt niet te rijmen met het prijsbeleid dat wordt gevoerd en dat, op enkele uitzonderingen na, de fabrikanten de vrijheid verleent om zelf hun prijzen en winstmarges te bepalen. Producentenprijzen evolueren voortdurend en een verplichte melding van de meest recente prijs op de verpakking van een product in de winkel is praktisch onhaalbaar en zou kunnen leiden tot nog minder transparantie voor de consument.

Tevens schrijft een dergelijke aanpak zich niet in in de zienswijze die de Europese commissie vertolkt in het voorstel van richtlijn over de consumentenovereenkomsten. In het genoemde voorstel is onder meer voorzien welke prijsinformatie de professionelen voor de verkoop aan consumenten moeten verstrekken. Zoals op andere vlakken wordt er meer en meer overgegaan tot maximale harmonisatie. Dit laat de lidstaten niet meer toe eigen aanvullende klemtonen te leggen.

De correcte en transparante werking van de markt vormt voor de consument de beste waarborg om te kunnen genieten van eerlijke prijzen. Zoals ik net heb geantwoord aan een collega, behoren het voeren van een krachtig mededingingsbeleid en sterke concurrentieorganen tot mijn prioriteiten. De acties van de mededingingsautoriteiten in sectoren als telecom, chemie, bakkers, industriële maalderijen, rijsscholen, zoetwaren en betaalinstellingen tonen aan dat ook op dit terrein wordt gewerkt.

U hebt een vraag gesteld over de flankerende maatregelen. Dat is een belangrijk instrument en dat brengt mij tot uw vraag over producentenprijzen. De producentenprijzen zijn wel relevant voor onze analyse en observatie van de prijsvorming. U hebt een punt. De vraag is echter of de consument die moet controleren of de overheid. De overheid heeft daar een belangrijke taak. We hebben het vanochtend, in de algemene bespreking, een eerste keer gehad over het prijsobservatorium dat wordt opgericht binnen het Instituut voor

de Nationale Rekeningen. Dat prijsobservatorium zal op een ogenblik van prijsanalyse moeten vaststellen wat de prijsvorming is geweest vanaf de productie tot de verkoop van een product. De producentenprijs is een element in die hele keten.

Het is belangrijk dat bij de analyse die producenten worden geobjectiveerd en gecontroleerd, zodat we kunnen nagaan, bij de analyse van een bepaald product en de prijs ervan, of de regels zijn gerespecteerd, met andere woorden, of er geen sprake is van monopolie, van misbruik van machtspositie of van manifeste misbruiken. Daarvoor zijn de producentenprijzen belangrijk en we zullen die ook goed kunnen gebruiken. De vraag rijst of dat de taak is van de consument, dan wel van de overheid. Volgens mij is het de taak van de overheid en niet zozeer van de consument.

Vergeet ook niet dat ik tevens minister ben voor Vereenvoudiging. Als ik dat zou opleggen aan de winkeliers, en zeker aan de kleinhandelaars, dan zou dat een zeer zware administratieve last zijn voor hen. We hebben in de vorige periode nog maar beslist om voor bepaalde winkeliers de verplichtingen, in samenspraak met consumentenorganisaties, ook Test Aankoop, wat te versoepelen; als ik mij niet vergis gaat het om winkels onder een oppervlakte van 150 vierkante meter. Als we nu bijkomende verplichtingen zouden opleggen inzake informatie die voor de consument niet zo relevant is, maar wel voor de overheid, dan zou dat volgens mij een te zware administratieve last zijn die niet meteen opweegt tegen het voordeel dat wij mogelijkerwijze met die publicatie zouden kunnen bekomen.

07.03 Roel Deseyn (CD&V): Mevrouw de voorzitter, ik vind het antwoord van de minister wel interessant wanneer hij ook sterk de nadruk legt op de rol van de overheid en de rol van het toekomstig prijsobservatorium. Wel rijst de vraag welke macht dat observatorium zal hebben. Wanneer een onrechtmatige of disproportionele verhouding wordt vastgesteld tussen producentenprijs en consumentenprijs, zal er dan ook een mogelijkheid zijn tot interventie?

Het is duidelijk dat we die discussie vandaag niet zullen afronden. Ook inzake duurzaamheid, leefmilieu, CO₂-discussie, is die zaak uiterst relevant.

Ik stel zeker niet de winstmarges op zich ter discussie, zoals die vandaag bestaan. Dat zal ook voorwerp uitmaken van onderzoek. Het is duidelijk dat dergelijke ideeën ook maar beperkt toepasbaar zullen zijn voor een aantal basisproducten, waar bijvoorbeeld de veilingprijs in rekening genomen kan worden.

Er kan ook op een andere manier gecommuniceerd worden. Men kan bijvoorbeeld zeggen, zonder rechtstreeks over consumentenprijs te spreken, dat een product x aantal kilometers heeft afgelegd. Dergelijke ideeën dragen allemaal bij tot meer transparantie. Wanneer tegen de consument wordt gezegd dat de voedselprijzen zijn gestegen, kan hij zelf een en ander duiden of zich een opinie vormen, bijvoorbeeld over de vraag of hij voedsel wil kopen met die bepaalde prijssamenstelling. Het gaat trouwens niet altijd over de eindprijs. Soms is men bereid om iets meer te betalen, wanneer men bijvoorbeeld ziet dat men recht doet aan een producent die het moeilijk heeft op de lokale markt, zoals bijvoorbeeld kleinere boeren of andere productie-eenheden.

In die zin denk ik dat het een bijdrage is tot de discussie. We zullen die niet in alle finesses afronden. Het zou wel goed zijn, mocht dat worden meegenomen, of voor een beperkte reeks van producten, dat er ook een bepaalde voorlichting gebeurt in het kader van het prijzenbeleid. Dat hoeft misschien niet meteen in de winkels, maar het kan ook via overheidspublicaties. Ik denk dat dat bewuster consumeren in de hand zou kunnen werken.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 Vraag van mevrouw Katrien Partyka aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het aantal wanbetalers in de Centrale voor Kredieten aan Particulieren" (nr. 7787)

08 Question de Mme Katrien Partyka au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le nombre de mauvais payeurs répertoriés à la Centrale des Crédits aux Particuliers" (n° 7787)

08.01 Katrien Partyka (CD&V): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, een van de manieren om de vinger aan de pols te houden bij het doorsijpelen van de kredietcrisis naar de reële economie, is het aantal wanbetalingen. De vorige stand van zaken dateert van 30 juni. De volgende stand van zaken krijgen wij normaal gezien op 31 december. Is het mogelijk om een tussentijdse stand van zaken te geven, zodat wij de

evolutie sinds eind juni kunnen bekijken?

Daarbij aansluitend merk ik nog op dat uw collega Magnette inzake de preventie gewag gemaakt heeft van een nationale preventiecampagne, door het Fonds ter bestrijding van de overmatige schuldenlast. Hij heeft ook gezegd dat hij wacht op uw fiat. Ik vraag mij af of preventie geen gemeenschapsbevoegdheid is. Wat denkt u daarvan?

08.02 Minister **Vincent Van Quickenborne**: Mevrouw de voorzitter, collega, ik heb een tabel met exacte cijfers. Ik zal hem u straks ook bezorgen. In de periode van 30 juni 2008 tot 30 september 2008 zien wij een toename met 0,5% in het aantal personen dat geregistreerd is. Op 30 juni waren het er 4.761.157 en op 30 september 4.787.262. Wat het aantal personen met minstens één betalingsachterstand betreft, merken we een toename, maar kleiner dan de stijging van het aantal geregistreerde personen, namelijk met 0,06%, van 340.066 personen tot 340.280 personen.

Wat de contracten betreft, is er een toename, namelijk 1,17% meer contracten op drie maanden tijd, van 7.742.983 naar 7.833.920 op 30 september. Het aantal achterstallige contracten is gedaald met 0,07%. Er zijn 349 contracten minder, van 491.009 achterstallige contracten naar 490.660.

Los van de cijfers, die zijn wat ze zijn, heb ik, zoals ik daarnet ook al gezegd in antwoord op een vraag van de heren Logghe en Bonte, vrijdag de sector bij mij gehad, zowel de bank- als de verzekeringssector, om hen te wijzen op hun plichten om op een correcte en transparante manier te communiceren met hun klanten. Het is immers mijn overtuiging dat, op een ogenblik dat er zich een crisis voordoet, het belang van de klant moet worden vooropgesteld, door het verstrekken van correcte en objectieve informatie. Men moet in woord en daad blijf geven van ethisch gedrag.

Ik zal er ook nauwlettend op toezien. Ik heb mijn inspectiedienst gevraagd om in de komende dagen en weken meer dan ooit aandacht te geven aan de manier waarop de reclame wordt gevoerd met betrekking tot dat soort van producten.

Op uw tweede vraag met betrekking tot de preventiecampagne – die los staat van uw schriftelijke vraag – kan ik u antwoorden dat ik uiteraard voorstander ben van een preventiecampagne. Ik wil er u op wijzen dat ook de sector het initiatief genegen is. Daarom vind het een beetje onzinnig dat een overheid een preventiecampagne zou opstarten en twee weken later een totaal andere campagne wordt opgestart. Dat zou nogal wat verwarring creëren. Ik ben er dus voorstander van om die twee campagnes op een of andere manier...

Beide ministers zijn betrokken omdat het fameuze akkoord dat is gesloten tussen mevrouw Laruelle, de heer Magnette en ikzelf voorziet in een gezamenlijke, gecoördineerde actie die duidelijk is voor de consument en ook rekening houdt met hetgeen er in de wet staat, met name dat men de mensen wijst op de eventuele gevaren van kredieten en de risico's die daaraan verbonden zijn. Als daarover een akkoord kan worden gevonden, zal die campagne kunnen starten.

08.03 **Katrien Partyka** (CD&V): Ik dank de minister voor het antwoord.

Reclame is één zaak, maar men loopt altijd achter de feiten aan. Hetzelfde gebeurde met de Argenta-polissen waar eveneens een probleem is gerezen inzake de reclame. Daar komen dan individuele klachten op, maar altijd post factum. Het kwaad is dan al geschied. Ik meen dat er nood is aan wetgevend werk om sommige zaken iets dwingender te maken. Het is natuurlijk altijd positief als de sector zelf stappen onderneemt. Dat zal ik niet tegenspreken.

Inzake de preventiecampagne vraag ik mij af wat de Gewesten gaan doen. Vlaams minister Vanackere heeft afgekondigd dat hij een campagne gaat voeren. Is het niet nodig een gecoördineerde actie op te zetten inzake preventie? Schuldbemiddeling is trouwens een regionale aangelegenheid.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

09 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het papierwerk bij aannemers" (nr. 7982)**

09 **Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les formalités**

administratives imposées aux entrepreneurs" (n° 7982)

09.01 Peter Logghe (Vlaams Belang): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, dit is ongetwijfeld een detailkwestie, maar ik heb een vraag over het papierwerk bij aannemers. U bent een beetje de witte kruisvaarder als het gaat om vereenvoudiging van allerlei overbodige en dubbele documenten. U vindt dat er heel wat kan worden geschrapt. U zult het met mij eens zijn dat aannemers, loodgieters enzovoort die bij particulieren werken moeten uitvoeren, nog altijd te veel papierwerk hebben. Zij moeten bij elke factuur een document laten invullen waarin wordt gevraagd of het om een woning ouder of jonger dan vijf jaar gaat. Dat uiteraard in het licht van de toe te passen btw.

Mijnheer de minister, zou het niet eenvoudiger zijn om een centraal register aan te leggen waarin alle woningen zijn opgenomen en waarbij men met een eenvoudige zoekfunctie onmiddellijk weet of het betrokken onroerend goed waar men werken uitvoert ouder of jonger dan vijf jaar is? Zou men trouwens de algemene regel niet beter omdraaien en er gewoon van uitgaan dat daar waar werken worden uitgevoerd het in principe gaat om woningen ouder dan vijf jaar, en dat de uitzonderingen de papiermolen moeten doorlopen?

Ten derde, mijnheer de minister, bereidt u voor de sector van de bouwnijverheid ontwerpen of voorstellen voor om de papierlast te doen afnemen? Hebt u voorstellen op dat vlak? Zo ja, op welke termijn denkt u ze rond te kunnen hebben?

09.02 Minister Vincent Van Quickenborne: Mevrouw de voorzitter, mijnheer Logghe, over de vraag of de formaliteit die u beschrijft, inderdaad gangbaar is, bestaat discussie. Ik heb op het korte tijdsbestek dat mij werd toegemeten, informatie ter zake ingewonnen. Indien bedoelde formaliteit echter gangbaar is, deel ik in mijn hoedanigheid van minister uw bekommernis.

Ik hoor – dat is te verifiëren – dat in bepaalde gevallen aannemers zich tevreden stellen met het op de factuur vermelden van de ouderdom van de woning. Indien dat het geval is, is dat vrij licht.

Er moet worden geverifieerd of voornoemde praktijk al dan niet kan worden veralgemeend.

Ten tweede, ten gronde moet de gegevensuitwisseling tussen verschillende instellingen het mogelijk maken om de formaliteit in kwestie af te schaffen. Heel concreet gaat het dan om het kadaster, dat de gegevens over de woning en de ouderdom van de woning bevat. Eenvoudige verificatie door de btw bij het kadaster zou moeten toelaten om na te gaan of mensen inderdaad terecht van de 6% btw-regeling – in plaats van de 21% btw-regeling – gebruik hebben gemaakt.

Ik stel het volgende voor. Ik wil die discussie zeker niet afschuiven. Ik heb intussen ook reeds contact gehad met mijn collega van Financiën. Ik stel voor dat u vanwege het belang van de zaak die vraag ook eens voorlegt aan hem en de suggestie doet en vraagt waarom de btw niet bij de controle kan, in plaats van allerlei papieren in te winnen. Voor de btw lijkt het mij immers ook veel beter en veel efficiënter een databank te raadplegen dan allerlei papieren te moeten nalezen. Mijnheer Logghe, laten wij eerlijk zijn, wij weten nog steeds niet of hetgeen de mensen zeggen op papier ook overeenkomt met de realiteit.

De controle kan efficiënter en kan ook sneller gebeuren. Dat vermindert ook de papierlast en voor de consument en voor de aannemer, waarover u terecht bezorgd bent.

Uw tweede vraag was wat de vereenvoudigingen zijn die ik wil doen. Er zijn er een aantal geweest in het verleden. Met betrekking tot de overheidsopdrachten, waarvan aannemers vaak gebruikmaken, is de circulaire van 23 april 2007 belangrijk. In die circulaire hebben wij gesteld dat administratieve attesten die gevraagd worden om deel te nemen aan een overheidsopdracht alleen kunnen worden gevraagd aan de uiteindelijke winnaar van de opdracht, en dit voor zover ze niet elektronisch kunnen worden geconsulteerd.

Iemand die deelneemt aan zo'n opdracht, een aannemer, moet gewoon een verklaring van eer afleggen waarin hij verklaart dat hij conform de wetgeving is, punt aan de lijn. Alleen de winnaar moet additionele informatie leveren, op papier tenzij het elektronisch bestaat. Bijvoorbeeld op het vlak van RSZ-schulden en jaarrekeningen bestaat de consultatie reeds elektronisch.

Tenslotte hebben wij ook een vereenvoudiging en de modernisering van de vestigingswet in de bouwsector ingevoerd, met instemming van de bouwsector. Daar is het werk gedaan.

Wat gaan wij doen in de toekomst?

Ten eerste, meen ik dat het van belang is dat wij de registratie van aannemers, die verband houdt met de 6%-regeling, kunnen vereenvoudigen en in overeenstemming kunnen brengen met het vrij verkeer van diensten. Het is de fameuze dienstenrichtlijn die dat bepaalt. Wij werden daarvoor trouwens veroordeeld, omdat wij niet conform de wetgeving werkten.

Ten tweede, willen wij, mijnheer Logghe, de vereenvoudiging van de erkenning van aannemers. U weet dat om deel te nemen aan overheidsopdrachten er een indeling in klassen bestaat. Die erkenningsprocedure voor aannemers zullen wij vereenvoudigen.

In het KMO-actieplan dat is goedgekeurd door de regering en waarnaar ook verwezen wordt in de regeerverklaring van vorige week dinsdag, wordt het volgende gezegd: "De erkenningsprocedure van aannemers moet worden vereenvoudigd. In het kader van de administratieve vereenvoudiging zal deze procedure worden herzien, rekening houdend, opnieuw, met de principes die zijn opgenomen in de dienstenrichtlijn. De aannemer die wenst in te schrijven voor publieke aanbestedingen moet aantonen dat hij erkend is om geldig te kunnen meedingen. De aanvraag tot erkenning wordt ingediend bij de commissie Erkenning van aannemers, die afhangt van de FOD Economie, die de erkenning in voorkomend geval aflevert. Het bewijs van aanbesteding moet vereenvoudigd worden en de vereiste bewijsstukken moeten worden beperkt voor alle informatie die de overheid al heeft. Het aantal bestaande categorieën zal ook worden verminderd."

Ziedaar, mijnheer Logghe, het antwoord op uw vraag.

09.03 Peter Logghe (Vlaams Belang): Ik heb daar eigenlijk weinig aan toe te voegen. Ik zal de vraag nog eens stellen aan de minister van Financiën om te kijken wat daar uit de bus kan komen. Er blijft nog heel wat werk te doen, mijnheer de minister, als ik het zo allemaal zie en hoor. Ik zal u regelmatig ondervragen over de stand van zaken. Als ik nog van die interessante dingen heb, geef ik ze u door.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 13.35 uur.
La réunion publique de commission est levée à 13.35 heures.*